LES VŒUX RELIGIEUX

Une religieuse, qui a fait profession chez les Ursulines de Québec ou chez les Hospitalières de la même ville, a-t-elle pu garder la propriété de ses biens et la capacité juridique lui permettant après sa profession, d'entrer dans le partage d'une succession avec les héritiers naturels. Que dit le droit ecclésiastique au sujet de la nature des vœux émis dans ces monastères ?

AVOCAT

En droit canonique, par le vœu solennel de pauvreté, le profès encourt *ipso facto* une incapacité qui le rend inhabile et à garder la propriété de ses biens temporels et à en acquérir de nouveaux. Par le fait de sa profession solennelle, le profès, s'il n'a pas disposé de ces biens préalablement, en perd la propriété, laquelle est acquise par le monastère où il fait des vœux : il meurt *ab intestato* en faveur de son monastère. Après sa profession, il ne peut acquérir à titre d'héritier, puisqu'il est mort civilement ; mais comme il est mort en faveur et au profit de son monastère, c'est celui-ci qui doit entrer en partage avec les héritiers naturels.

Par le vœu simple de pauvreté, le profès garde la propriété de ses biens ; il est privé du droit de les administrer librement.

L'on a discuté longtemps sur la nature des vœux émis dans les monastères des Ursulines de Québec, de l'Hôtel-Dieu de Québec et de l'Hôpital-Général de Québec. Pour résoudre cette question important,e